



## NEWSLETTER

N° 3/2017 14 décembre 2017

### Personne de contact :

M. Sylvain Hoffmann

T. : 27 494 200

sylvain.hoffmann@csl.lu



CHAMBRE DES SALAIRES  
LUXEMBOURG

18, rue Auguste Lumière  
L-1950 Luxembourg  
T +352 27 494 200  
F +352 27 494 250  
www.csl.lu  
csl@csl.lu

## MALGRÉ UN RALENTISSEMENT, LA PRODUCTIVITÉ CONTINUE DE PROGRESSER

Depuis plusieurs années, un débat mondial autour du constat d'un ralentissement généralisé de la productivité a émergé. Si de nombreuses institutions internationales, telles que le FMI<sup>1</sup> ou l'OCDE<sup>2</sup>, et même la presse spécialisée<sup>3</sup> se sont intéressées à cette question, les explications définitives à ce phénomène font toujours défaut.

Si le Luxembourg n'est bien évidemment pas épargné par ce mystérieux ralentissement de la productivité, le pays n'en est pas encore au stade de la stagnation de la productivité que certains croient avoir décelée.

En effet, du fait des crises financière, économique et de la dette souveraine que les économies mondiales, et tout particulièrement européennes, ont traversées au cours de la dernière décennie, une partie du ralentissement s'explique par des facteurs purement conjoncturels. Ainsi, pour le Luxembourg, les chiffres récents de la productivité sont fortement affectés par la rétention de main-d'œuvre. Dans son bulletin 2013-1, la Banque centrale luxembourgeoise expliquait que :

*« Le recul de la productivité apparente du travail est un phénomène typique observé en phase de repli conjoncturel. Celui-ci s'explique par une volonté de rétention de la main-d'œuvre de la part des entreprises dans le but d'éviter les coûts de licenciement et les éventuelles difficultés qu'elles auraient à retrouver de la main-d'œuvre lorsque la reprise se matérialiserait. Bien que ce phénomène ait également été observé au niveau européen, force est de constater qu'il a pris une*

*ampleur exceptionnelle dans l'économie luxembourgeoise. »*

Des analyses plus récentes d'enquêtes auprès des entreprises menées par la BCL<sup>4</sup> confirment le fort recours à des dispositifs tels que le chômage partiel pour préserver les emplois.

Ainsi, l'effondrement de la productivité apparente du travail au Luxembourg au cours des années 2007/2008 et 2011/2012 est largement imputable au phénomène de rétention de main-d'œuvre et se fait ressentir sur la moyenne des gains de productivité de la dernière décennie.

À ces phénomènes conjoncturels vient se greffer un autre problème de taille, celui de la mesure statistique de la productivité. En effet, dans une économie particulièrement dépendante des activités de services, telle que le Luxembourg, il est couramment admis que l'estimation de la productivité des différents facteurs de production est sujette à de nombreux écueils méthodologiques. Le Statec le rappelle dans son Conjoncture Flash de novembre dernier, en expliquant que les secteurs financier, public et de l'immobilier sont en partie exclus des analyses puisqu'il s'agit là « [...] de branches d'activités pour lesquelles la mesure [de la productivité] pose des problèmes conceptuels. »

Du fait de ces défis méthodologiques, mais aussi afin de trouver des solutions adaptées aux causes sous-jacentes d'un potentiel ralentissement des gains de productivité, il est crucial de ne pas s'arrêter à une analyse sommaire et

<sup>1</sup> FMI (2017) ; IMF Staff discussion note SDN/17/04 - Gone with the Headwinds : Global Productivity

<sup>2</sup> OCDE (2015) ; The Future of Productivity

<sup>3</sup> The Economist (janvier 2017) ; The curious case of missing global productivity growth

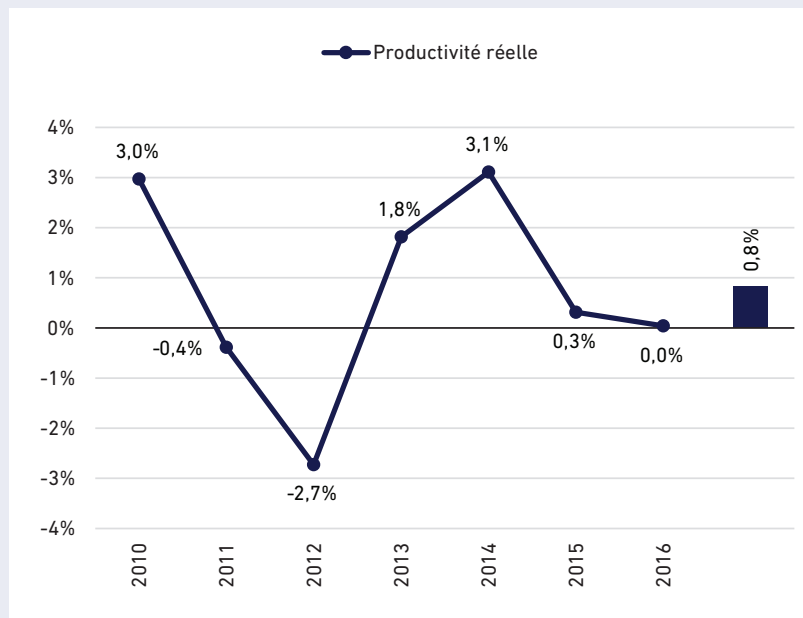
<sup>4</sup> BCL (2017) ; Cahier d'études n°110 - Active Labour Market Policies and Short-time Work Arrangements : Evidence from a Survey of Luxembourg Firms

globale du phénomène. En effet, le Statec relève, dans sa Note de conjoncture n° 2-2017, que si « [...] une analyse très sommaire, sur base des chiffres agrégés de la valeur ajoutée en volume et de l'emploi [...] » mène au constat (« correct du point de vue purement statistique » !) d'une stagnation de la productivité, celle-ci est exclusivement due au secteur financier. Pour le reste de l'économie « la productivité a bien baissé pendant et immédiatement après la crise, mais depuis 2012, elle progresse en moyenne autour de 1-1,5% » et devrait continuer de progresser pour les branches privées hors secteur financier au « rythme significatif » d'un peu plus de 1% par an.

En effet, les données statistiques les plus récentes montrent bien que la productivité du travail, mesurée en rapportant le PIB en volume au nombre d'emplois, connaît une progression certaine au cours des dernières années, et cela malgré les *anni horribiles* 2011 et 2012. En effet, pour l'ensemble de l'économie luxembourgeoise, la productivité réelle augmente, depuis 2010, de 0,8% par an en moyenne.

D'après le Statec (Conjoncture Flash de novembre 2017), si la productivité horaire réelle a chuté de 2008 à 2012, la période récente est marquée par un rebond de cet indicateur : « Depuis 2012, la productivité augmente à nouveau au Luxembourg à un rythme annuel d'environ 1,7% dans le total hors secteur financier, public et immobilier. »

### Évolution en volume de la productivité par emploi, Luxembourg, ensemble de l'économie



Source: OCDE (2017) ; Perspectives économiques de l'OCDE n°102

Selon les analyses de l'office statistique, ce rebond de la productivité s'est particulièrement fait sentir dans l'industrie manufacturière et dans l'information et la communication, et dans une moindre mesure dans le commerce, le transport, la restauration et hébergement ainsi que dans les services aux entreprises.

S'il est vrai que la productivité connaît, en comparaison avec ses progressions historiques, un ralentissement en cette période d'après-crise, il n'est nullement réaliste d'affirmer que celle-ci connaît une stagnation durable et persistante.